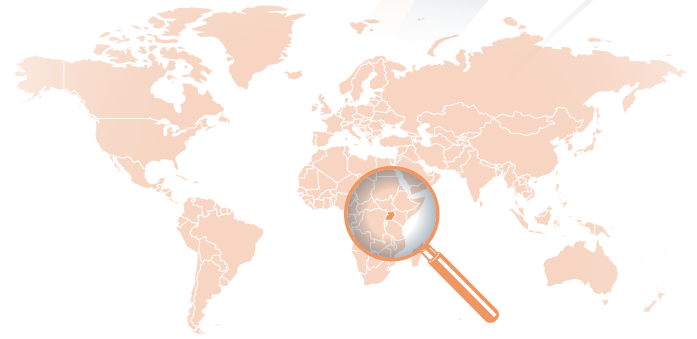




**GIJTR**

Global Initiative for Justice  
Truth & Reconciliation



L'étude de cas suivante a été rédigée par un consultant indépendant pour le compte de l'Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation (GIJTR). Cette étude de cas s'appuie sur une combinaison de recherches documentaires, d'analyses de documents et d'entretiens. Elle reflète donc ces perspectives et ces résultats, tels qu'ils ont été compilés et rédigés par le(s) auteur(s) consultant(s). Les personnes interrogées ont été rendues anonymes afin de garantir leur sécurité et leur confidentialité, mais le GIJTR tient à remercier toutes les personnes interrogées pour leur temps et leur participation.

# PROMOUVOIR UNE APPROCHE GLOBALE DE LA JUSTICE ET DE L'ÉTABLISSEMENT DES RESPONSABILITÉS POUR LES PERSONNES SURVIVANTES DE VIOLENCES SEXUELLES EN CONTEXTE DE CONFLIT

## Étude de cas sur dans le Nord de l'Ouganda

**Auteur:** Jackson Odong

### Introduction et contexte

#### PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Cette étude de cas propose un résumé de l'histoire des conflits dans le Nord de l'Ouganda, examinant leur nature, leurs manifestations et l'étendue de la violence sexuelle liée au conflit (VSLC). Elle englobe des voies judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que des processus de recherche de justice et d'établissement des responsabilités pour les personnes survivantes de la VSLC, vécus dans le contexte du Nord de l'Ouganda. Mettant en lumière des perspectives et des leçons sur l'établissement des responsabilités pénales, la commémoration, l'identification, la documentation et le plaidoyer dirigé par les personnes survivantes, elle illustre des innovations pour la réparation de la VSLC dans le Nord de l'Ouganda. Les résultats présentés dans cette étude de cas proviennent principalement de l'examen de la littérature universitaire, de rapports et de notes de synthèse élaborés par des institutions gouvernementales, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile (OSC), se rapportant au contexte du Nord de l'Ouganda, y compris quelques entretiens ciblés avec des informatrices et des informateurs clés impliqués dans la réponse à la VSLC dans cette région.

## APERÇU HISTORIQUE DU CONFLIT DANS LE NORD DE L'OUGANDA

La région de Nord de l'Ouganda, marquée par des conflits, a été le théâtre d'affrontements entre la Lord's Resistance Army (LRA) et le gouvernement ougandais depuis 1986, entraînant le déplacement de plus d'un million de personnes<sup>1</sup>. Dans le cadre de cette étude de cas, la région Nord de l'Ouganda est définie comme incluant les sous-régions Acholi, Lango, West Nile, Teso et Karamoja en Ouganda. Il convient de noter que les conflits post-indépendance de l'Ouganda trouvent leurs racines dans le règne colonial britannique, qui a engendré des divisions ethniques, politiques et religieuses au sein du pays. Les études de l'Ouganda, avant et après son indépendance, montrent que le pays a été marqué par de multiples coups d'État militaires, des régimes dictatoriaux et des insurrections armées. Le Compendium des Conflits en Ouganda de 2014 révèle que le pays a été le théâtre de plus de 125 conflits<sup>2</sup>. La majorité de ces conflits ont impliqué des affrontements armés menés par différents groupes, y compris le Holy Spirit Movement<sup>3</sup>, qui a évolué en la LRA<sup>4</sup>, ainsi que le Uganda National Rescue Front<sup>5</sup>. Le conflit avec la LRA a éclipsé d'autres conflits en Ouganda, qui restent largement méconnus en dehors des zones directement touchées, influençant ainsi la perception locale de la justice. Cependant, ces conflits ont ravagé d'importantes parties du Nord de l'Ouganda pendant plus de deux décennies<sup>6</sup> et ont eu un impact profond sur la région<sup>7</sup>. Bien que les causes profondes de ces conflits restent floues, ils sont souvent interprétés comme étant liés à la division Nord-Sud du pays, exacerbée par des politiques sociales, économiques et de développement inéquitables<sup>8</sup>. Depuis la conclusion d'un accord de cessez-le-feu en 2006 suite au processus de paix de Juba<sup>9</sup>, le Nord de l'Ouganda est généralement considéré comme étant en paix, sans conflit armé actif. Cependant, l'héritage des conflits reste non résolu, avec des victimes toujours en quête de justice et de reconnaissance de leurs droits.

### Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation

En 2014, la Coalition internationale des sites de conscience (ICSC) a lancé l'Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation (GIJTR), un consortium de neuf organisations internationales visant à proposer des approches globales, intégratives et multidisciplinaires aux questions de vérité, de justice et de réconciliation. La GIJTR travaille principalement avec les populations locales, les organisations de la société civile (OSC), les survivants et les gouvernements pour développer une justice transitionnelle collaborative, centrée sur les victimes et collaborative, et axée sur la dignité, le respect, l'inclusion et la transparence dans les sociétés sortant d'un conflit ou d'une période de régime autoritaire. Depuis sa création, la GIJTR s'est engagée auprès de personnes de 78 pays, elle a travaillé avec 801 organisations locales de la société civile (OSC), mené 588 projets communautaires et soutenu 8 000 initiatives visant à lutter contre les violations des droits de la personne.

**Pour plus d'informations,  
rendez-vous sur [gijtr.org](http://gijtr.org).**



**GIJTR**

Global Initiative for Justice  
Truth & Reconciliation

## NATURE ET AMPLEUR DE LA VSLC

Quinze ans après la fin des hostilités entre le gouvernement ougandais et la LRA dans le Nord de l'Ouganda<sup>10</sup>, de nombreuses violations des droits humains liées au conflit restent irrésolues, laissant des milliers de victimes sans justice. Ces personnes continuent de souffrir des répercussions des violations des droits humains, dont la violence sexuelle représentait une forme particulièrement répandue. Les victimes/personnes survivantes font toujours face aux séquelles physiques, psychosociales et économiques de la VSLC. Selon les Nations Unies, la VSLC se manifeste sous diverses formes, incluant notamment le viol, la grossesse forcée, la stérilisation forcée, l'avortement forcé, la prostitution forcée, l'exploitation sexuelle, la traite des êtres humains, l'esclavage sexuel, la circoncision forcée, la castration, la nudité forcée et toute autre forme de violence sexuelle d'une gravité comparable<sup>11</sup>. En particulier dans le Nord de l'Ouganda, les formes de violence sexuelle qui auraient été perpétrées incluent le viol et les atteintes sexuelles, l'enlèvement, l'inceste forcé, l'esclavage sexuel, et le mariage forcé, aussi bien par les forces gouvernementales et policières que par d'autres groupes rebelles et les pillards Karamojong<sup>12</sup>.

Une étude récente indique qu'une femme sur trois dans le Nord de l'Ouganda déclare avoir été victime de VSLC, y compris le mariage forcé et le viol<sup>13</sup>. De plus, plus des deux tiers des personnes qui ont répondu ont mentionné toujours souffrir de problèmes physiques et psychologiques, incluant des infections sexuellement transmissibles non traitées, de l'anxiété et de la dépression<sup>14</sup>. Une étude de l'UNICEF sur les violences sexuelles et basées sur le genre (SGBV) dans un camp de personnes déplacées internes du nord révèle que 469 cas ont été rapportés à la police dans le district de Gulu en 2004. Les formes les plus courantes de violence étaient le viol, les atteintes sexuelles sur mineurs et les agressions physiques. Les adolescentes et les jeunes femmes représentaient la majorité des victimes de la violence fondées sur le genre<sup>15</sup>. Dans son Rapport d'Action Humanitaire de 2007, l'UNICEF indique qu'à partir de la fin des années 1980, environ 25 000 enfants ont été kidnappés pour devenir soldats et esclaves sexuels, y compris près de 7 500 filles, dont 1 000 sont revenues de captivité de la LRA en ayant eu des enfants<sup>16</sup>. Un séminaire intitulé « L'impact du conflit dans le Nord de l'Ouganda sur les jeunes filles », organisé le 24 mai 2007 à Gulu par le World Vision Mother Daughter Project et l'Agence pour la Coopération et la Recherche en Développement, a révélé que « plus de 90 % des filles enlevées ont été forcées d'épouser leurs ravisseurs, et 94 % des filles et des femmes victimes d'atteintes sexuelles, de viol et de mariages forcés estiment qu'elles n'ont pas obtenu justice pour ce qu'elles ont subi ». 97 % ne souhaitent pas être réunies avec l'homme qui leur a été imposé comme époux de force<sup>17</sup>. Par conséquent, les travailleurs humanitaires actifs dans le Nord de l'Ouganda n'ont pas encore réussi à évaluer précisément l'ampleur du nombre d'enfants nés hors mariage suite à des viols, des atteintes et des relations contraintes<sup>18</sup>.

De plus, la réalité alarmante des violences sexuelles subies par les hommes pendant les premières étapes du conflit est notable dans le Nord de l'Ouganda<sup>19</sup>. Une recherche de BMC International Health and Human Rights indique que 6,7 % des hommes ont rapporté avoir été victimes de VSLC, y compris des cas de « viol homosexuel » et de « l'enlèvement suivi de viol ou d'atteinte sexuelle »<sup>20</sup>. Comme le montrent divers documentaires produits par le Refugee Law Project de l'Ouganda<sup>21</sup>, les hommes victimes de violences sexuelles sont souvent perçus, au sein de leur société, comme ayant perdu leur statut d'« homme », ce qui affecte gravement leur image d'eux-mêmes et leur identité de genre<sup>22</sup>.

Une étude récente sur les dommages physiques, matériels et psychosociaux endurés par les victimes (de

2002 à 2005) de Dominic Ongwen, un ancien commandant de la LRA, lors des massacres dans trois camps de personnes déplacées internes (PDI) dans le Nord de l'Ouganda, montre que ces victimes/personnes survivantes ont un accès très limité aux soins de santé appropriés et aux médicaments, devant parcourir de longues distances pour y accéder<sup>23</sup>. Pour les victimes/personnes survivantes de la VSLC, il devient alors difficile de subvenir à leurs besoins de base et de gagner leur vie, ce qui limite leur accès à la nourriture et aux services essentiels tels que les soins de santé, la protection sociale, l'éducation et les opportunités économiques, augmentant leur vulnérabilité à la pauvreté chronique<sup>24</sup>.

Les inégalités structurelles de genre et les normes culturelles liées à la SGBV<sup>25</sup> aggravent les difficultés rencontrées par les femmes victimes, et ce traumatisme peut se transmettre de génération en génération<sup>26</sup>. Ces observations indiquent que la région des Grands Lacs en Afrique continue de faire face à certains des cas les plus graves de VSLC, y compris des atteintes sexuelles de masse dans des communautés rurales entières, comme celle du Nord de l'Ouganda. Cependant, l'idée répandue que « le Nord de l'Ouganda est désormais stable et apaisé » restreint l'implication du gouvernement et des acteurs du développement dans la reconnaissance et la résolution des problèmes de VSLC qui continuent d'affecter la région. En effet, le Nord de l'Ouganda, malgré sa vaste population rurale, reste l'une des régions les plus défavorisées en pleine transition, où la majorité des victimes/personnes survivantes de VSLC cherchent justice et établissement des responsabilités après la guerre.

## VOIES ET PROCESSUS DE QUÊTE DE JUSTICE ET D'ÉTABLISSEMENT DES RESPONSABILITÉS

La poursuite inlassable de justice et de l'établissement des responsabilités pour celles et ceux qui ont enduré les atrocités des VSLC dans le Nord de l'Ouganda se poursuit. Dans le Nord de l'Ouganda, un cadre unique coexiste où diverses autorités débattent de la justice et de l'établissement des responsabilités<sup>27</sup>. Dans le Nord de l'Ouganda, la justice pénale et la justice traditionnelle sont perçues comme deux voies judiciaires distinctes, l'une basée sur les poursuites pénales et l'autre sur des pratiques traditionnelles. La justice pénale, s'appuyant sur le droit international et l'application du droit pénal, vise à rendre justice aux victimes/personnes survivantes de la VSLC. La justice traditionnelle, en revanche, s'ancre dans les structures culturelles et sociales spécifiques aux diverses ethnies, telles que chez les Acholis et s'appuie sur leurs cosmologies<sup>28</sup>. Les approches de la justice traditionnelle reposent sur la responsabilité collective de la communauté, s'articulant autour de mécanismes de réconciliation culturels et traditionnels, visant à rendre justice aux victimes des VSLC. Les analyses de cette étude de cas se concentrent cependant sur les parcours et les processus de quête de justice au travers de procès pénaux, où la justice par voie de poursuites est envisagée comme le but ultime, soulignant l'impératif moral d'éradiquer l'impunité<sup>29</sup>.

Dans l'élaboration de la jurisprudence concernant les VSLC et la poursuite des crimes graves<sup>30</sup> perpétrés dans le Nord de l'Ouganda, la Cour Pénale Internationale (CPI) et la Division des Crimes Internationaux (DCI) de la Haute Cour d'Ouganda ont intégré des charges d'infractions sexuelles dans leurs procédures judiciaires. En février 2021, la CPI a rendu son verdict très attendu sur Ongwen, le reconnaissant coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, y compris 19 chefs d'accusation de crimes de SGBV commis dans le Nord de l'Ouganda.

Pendant ce temps, la DCI mène un procès national contre Thomas Kwoyelo, un ancien commandant de la LRA de rang intermédiaire<sup>31</sup>. Kwoyelo, détenu depuis 2009, est jugé pour 93 chefs d'accusation, incluant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité tels que le meurtre, le viol, l'esclavage sexuel, la torture, l'asservissement, l'enlèvement et le pillage<sup>32</sup>. Toutefois, tant la CPI que la DCI ont fait l'objet de critiques pour ne pas avoir engagé de poursuites contre les membres des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF pour son acronyme en anglais) pour leur implication dans les atrocités durant la guerre civile dans le Nord de l'Ouganda<sup>33</sup>. Cela a mené à l'argument selon lequel, en Afrique, il tend à émerger une forme de « justice des vainqueurs » post-conflit, privilégiant les poursuites pour crimes de guerre et atrocités commises par le camp perdant<sup>34</sup>. Souvent, ceux qui se positionnent comme vainqueurs (ou se distinguent des perdants) ne sont pas tenus responsables pour des atrocités ou des crimes similaires, voire plus graves<sup>35</sup>.

## **Innovations, Opportunités et Défis**

**Depuis les années 1990, les activistes, les acteurs du droit et de la société civile ont œuvré pour que la violence sexuelle soit reconnue comme un crime à part entière, tout en explorant ses liens avec la torture. À travers les tribunaux internationaux, la réconciliation communautaire et les campagnes de sensibilisation, les initiatives ont été axées sur la prise de conscience de la VSC et la mise en lumière des défis persistants pour combattre la perpétuation continue de la VSLC et de ses multiples impacts.**

### **INNOVATIONS POUR LUTTER CONTRE LA VSLC DANS LE NORD DE L'UGANDA**

#### **Diffusion des initiatives d'établissement des responsabilités pénale**

Avant l'audience de confirmation des charges contre Ongwen à la CPI et le procès préliminaire de Kwoyelo à la DCI, les OSC en Ouganda ont collaboré avec le Bureau de Sensibilisation sur le Terrain de la CPI et la DCI pour organiser une série de consultations et dialogues avec les victimes. En outre, certaines OSC ont organisé des projections communautaires en direct<sup>36</sup> et diffusé des résumés des procès à la CPI et à la DCI<sup>37</sup>. Ces initiatives jouent un rôle crucial dans la sensibilisation à l'établissement des responsabilités pénales et constituent un moyen d'encourager la participation des victimes/personnes survivantes aux processus judiciaires.

En décembre 2003, l'Ouganda a été le premier pays africain à soumettre la situation du Nord de l'Ouganda à la CPI. Dans ce cadre, la coopération entre la CPI et l'Ouganda concernant l'établissement des responsabilités pénales s'est concrétisée quand, le 13 octobre 2005, des mandats d'arrêt ont été émis contre cinq membres de la LRA : Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhiambo, Raska Lukwiya et Ongwen. L'objectif de ces mandats était d'assurer que certains individus clés soupçonnés de graves crimes de guerre soient effectivement traduits en justice. L'hypothèse fondamentale de ce processus était que les tribunaux nationaux étaient à la fois incapables et réticents à mener cette tâche<sup>38</sup>. Depuis lors, Ongwen a été jugé pour ses crimes et reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre perpétrés dans le Nord de l'Ouganda<sup>39</sup>. En conséquence, Ongwen a été condamné à 25 ans de prison et un jugement concernant les demandes de réparations a été prononcé. Tandis que les victimes/personnes survivantes de la VSLC attendent des réparations, les OSC continuent de les accompagner avec des mesures provisoires, incluant la réhabilitation médicale et le soutien psychosocial.



Dans l'esprit de complémentarité du Statut de Rome, l'Ouganda a instauré la Cour des Crimes de Guerre au sein de la Haute Cour d'Ouganda, également nommée Division des Crimes Internationaux (DCI), en 2011. La création de la DCI découle des négociations de l'ordre du jour des pourparlers de paix de Juba, Article N° 3 sur l'établissement des responsabilités et la Réconciliation (AAR pour son acronyme en français) et un protocole de mise en œuvre (les accords AAR), signés respectivement par les délégations du gouvernement ougandais et de la LRA en juin 2007 et en février 2008<sup>40</sup>. Ces accords ont établi des procédures nationales pour traiter les crimes commis par la LRA et l'UPDF durant le conflit, incluant la création d'une division spéciale au sein de la Haute Cour d'Ouganda pour les procès nationaux de crimes de guerre<sup>41</sup>. Kwoyelo est jugé depuis sa capture en mars 2009 dans le Parc national de la Garamba en République Démocratique du Congo, faisant face à 93 chefs d'accusation de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, incluant la violence sexuelle, le meurtre, la prise d'otages, l'enlèvement, le vol et le pillage, parmi d'autres actes présumés perpétrés entre 1993 et 2005 dans le sous-comté de Pabbo, district d'Amuru<sup>42</sup>. Alors que le procès de Kwoyelo se poursuit, avec environ 53 témoins de l'État ayant déjà déposé contre lui sur un total de 120 témoins prévus depuis le début du procès en 2018, la société civile continue de mobiliser et de soutenir les victimes/personnes survivantes, leur apportant espoir et soutien<sup>43</sup>. Parallèlement, certaines organisations de la société civile offrent une aide juridique aux victimes de VSLC, y compris en facilitant leur accès aux besoins de base et à d'autres besoins urgents comme les droits fonciers et autres droits de propriété.

## Commémoration des VSLC

La commémoration des VSLC dans le Nord de l'Ouganda est principalement entreprise par la société civile et non par une initiative gouvernementale. Les OSC ougandaises adoptent de manière innovante la documentation et l'exposition dans des projets actuels de mémoire transformatrice pour approfondir la compréhension des vécus indicibles des VSLC. L'un des monuments commémoratifs les plus emblématiques est le National Memory and Peace Documentation Centre (NMPDC) dans le district de Kitgum. Le NMPDC s'efforce de présenter une narration complète de l'histoire des conflits en Ouganda, fondée sur les archives et les témoignages des victimes/personnes survivantes, tout en fournissant aux communautés affectées par la guerre une plateforme pour le dialogue et le souvenir<sup>44</sup>. Le NMPDC comprend un musée, une bibliothèque, une collection d'artefacts, et une présentation d'exposition autour des sous-thèmes : le passé, les méfaits de la guerre, les initiatives de justice transitionnelle et les problématiques nouvelles<sup>45</sup>. Outre ses fonctions de recherche, d'éducation et de guérison, le NMPDC propose également une exposition remarquable sur le vécu des filles capturées par la LRA, inaugurée en 2019 sous le thème « Ododo Wa ; Histoires de filles en guerre », mettant en avant comment les victimes/survivantes de VSLC utilisent leurs histoires pour réclamer justice et établissement des responsabilités<sup>46</sup>. L'objectif principal des initiatives de commémoration du NMPDC est de préserver les souvenirs pour éviter l'oubli des événements passés et assurer qu'ils ne se répètent pas<sup>47</sup>. Le mémorial du NMPDC établit par ailleurs un lien entre la violence historique en Ouganda et la violence sexuelle dans d'autres zones de conflit, comme le Soudan du Sud et la République Démocratique du Congo, ainsi qu'avec les crises de personnes réfugiées actuelles, unifiant les domaines souvent dissociés de la justice transitionnelle et du déplacement forcé dans la région des Grands Lacs de l'Afrique de l'Est de manière innovante.

Il est pertinent de noter que l'intégration et la mise en valeur des VSLC dans les musées et monuments commémoratifs existants au Nord de l'Ouganda gagnent peu à peu en importance. L'exemple du NMPDC, porté par le Refugee Law Project, représente l'une des multiples commémorations dédiées aux violences sexuelles dans les conflits, une initiative de diverses OSC ougandaises impliquées dans la justice transitionnelle et la consolidation de la paix. Ces actions s'inscrivent dans une démarche de plaidoyer visant à promouvoir la guérison sociale des victimes/

personnes survivantes de violences extrêmes. Souligner l'importance d'établir des liens entre différentes formes de violences sexuelles dans les monuments commémoratifs pour une réparation adéquate pour les victimes/personnes survivantes de la VSLC en tant que voie possible vers la justice et l'établissement des responsabilités, c'est renforcer la capacité d'assurer une évaluation continue des besoins en soutien psychosocial des victimes/personnes survivantes à chaque étape de leur chemin vers une guérison complète, même après que justice pénale a été rendue. Cela met en relief la signification de la commémoration.

Chaque année, de nombreux événements commémoratifs, en particulier des prières en mémoire, ont lieu sur divers sites de massacres dans le Nord de l'Ouganda. Les massacres régulièrement commémorés incluent ceux d'Abia, de Barlonyo, de Burcoro, d'Atiak, de Lukodi, d'Obalanga, d'Ombaci, d'Achol Pii, de Mukura, de Mucwini, de Namokora et d'Omot, répartis dans les sous-régions d'Acholi, Lango, du Nil occidental et de Teso. Presque toutes ces commémorations sont organisées avec le soutien des OSC en Ouganda. Alors que la plupart de ces massacres a été perpétrée par la LRA et d'autres groupes rebelles, les massacres de Mukura et de Burcoro ont été commis par la National Resistance Army (NRA), aujourd'hui les Uganda People's Defence Forces (UPDF) — les Forces de défense du peuple ougandais<sup>48</sup>.

Selon un rapport du Projet Justice and Reconciliation Project (JRP), « The Beasts at Burcoro », une opération brutale a été menée par le 22<sup>e</sup> Bataillon de la NRA dans un village situé à 16 km au nord-est de Gulu, dans le sous-comté d'Awach, district de Gulu. Des centaines de personnes ont été arrêtées, détenues, interrogées, torturées ou ont subi des atteintes sexuelles à l'école primaire de Burcoro<sup>49</sup>. Entre le 14 et le 16 avril 1991, les troupes de la NRA, sous le commandement du Major Reuben Ikondere, dans le cadre de l'Opération Nord, auraient forcé 35 hommes à s'entasser dans une fosse étroite, entraînant l'étouffement de plusieurs d'entre eux<sup>50</sup>. Plusieurs personnes ont perdu la vie lors de cette opération. Cependant, le nombre exact de décès résultant de cet acte reste inconnu. Le président Museveni, soulignant l'importance de maintenir une armée nationale disciplinée, a admis qu'il y avait des actes pour lesquels il fallait se sentir « honteux », faisant allusion aux confrontations de la NRA avec les rebelles dans le Nord de l'Ouganda<sup>51</sup>. Bien que des excuses officielles aient été exprimées par le gouvernement, les victimes attendent toujours que le président concrétise sa promesse de punir « les éléments de son armée impliqués dans les atteintes dans le Nord de l'Ouganda »<sup>52</sup>.

Entre-temps, la sollicitation de la communauté pour un monument a trouvé écho auprès d'un groupe d'OSC, lesquelles se sont associées à elle pour élever un monument commémorant les assassinats à Burcoro, pendant que les victimes/personnes survivantes espèrent une compensation possible<sup>53</sup>. Le monument, figurant un arbre sculpté posé sur un piédestal en béton, commémore l'assassinat de plusieurs civils innocents lors de la traque d'un supposé complice de la LRA, Kapere. De manière symbolique, ce mémorial évoque le massacre de Burcoro : chaque branche vise à transmettre aux spectateurs et spectatrices des mots tels que « assassinat », « viol » et « sodomie », tandis que le tronc est gravé du terme « Violations des droits humains »<sup>54</sup>. Cet espace de commémoration a été inauguré lors des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre en 2015, sous le slogan : « De la paix au sein du foyer à la paix dans le monde : « Relevons le défi du militarisme et mettons fin à la violence faites aux femmes, un plaidoyer ». En outre, un documentaire intitulé « *Buchoro Memories* » a été produit dans le cadre d'une campagne internationale d'activisme visant à éliminer la violence fondée sur le genre faites aux femmes<sup>55</sup>. Cette interaction soutenue avec les victimes/personnes survivantes de VSLC et la consignation de leurs vécus de viol, de violence sexuelle et de torture, témoignent de l'innovation des OSC dans leur quête de justice et d'établissement des responsabilités.

## Documentation des VSLC

Les films de plaidoyer et les documentaires vidéo, diffusés lors de projections communautaires, sont utilisés par de nombreuses organisations de la société civile comme outils efficaces pour encourager la guérison, la justice et l'établissement des responsabilités. Dans le vaste contexte du Nord de l'Ouganda, la VSLC est dépeinte comme une injustice aux conséquences dévastatrices, affectant les relations sociales, l'inclusivité

et la productivité, comme le démontre le court métrage « Buchoro Memories »<sup>56</sup>. Ce film expose les terribles VSLC, résultant d'une opération brutale menée par le 22<sup>e</sup> Bataillon de la NRA en avril 1991. Le témoignage d'une femme se fait l'écho tout au long du film, soulignant les pires cas de viols collectifs, d'infection par le VIH et de stérilisation résultant du traumatisme. Des approches innovantes, comme la documentation audiovisuelle, sont employées pour enquêter et conceptualiser les VSLC dans le Nord de l'Ouganda. Pour mettre en lumière l'aspect caché des SGBV contre les hommes dans les conflits de la région des Grands Lacs en Afrique, le Refugee Law Project a produit quatre documentaires/courts métrages vidéo. Parmi ces productions, on trouve « *Gender Against Men* »<sup>57</sup>, « *They Slept with Me* »,<sup>58</sup> « *Can Police Understand Conflict-Related Sexual Violence against Men?* »<sup>59</sup> et « *Men Can be Raped Too* »<sup>60</sup>.

En février 2016, le Centre International pour la Justice Transitionnelle (ICTJ) et Media Storm ont diffusé un court métrage documentaire, « *I Am Not Who They Think I Am* », illustrant les effets de la stigmatisation et de la discrimination sur les enfants nés de violences sexuelles en temps de guerre et leurs mères dans le Nord de l'Ouganda<sup>61</sup>. Cette vidéo met en avant que plus de 60 000 enfants ont été enlevés dans le Nord de l'Ouganda pendant le conflit et qu'environ 8 000 sont nés à la suite de violences sexuelles<sup>62</sup>. Diverses OSC et, plus récemment, la Commission des droits de l'homme de l'Ouganda (UHRC pour son acronyme en anglais) ont lancé de nombreuses initiatives locales pour documenter les événements et les vécus liés aux conflits.

Utilisant le Protocole international relatif aux enquêtes sur les violences sexuelles dans les situations de conflit (Protocole PSVI)<sup>63</sup>, le Refugee Law Project a promu son application à travers la formation et la sensibilisation des forces de sécurité, notamment de l'UPDF, ciblant ses officiers supérieurs, y compris la Direction du Renseignement Militaire (CMI pour son acronyme en anglais) et les officiers des contingents UGABAG XXI & XXII avant leur déploiement en Somalie dans le cadre de la mission de maintien de la paix de l'AMISOM, dans l'espoir de renforcer leurs compétences dans la documentation et l'enquête des VSLC pour des fins d'établissement des responsabilités<sup>64</sup>. Cette formation est cruciale pour améliorer la capacité des officiers supérieurs à documenter et à enquêter efficacement sur les violences sexuelles, abordant ainsi le problème de la sous-déclaration et de la sous-documentation des cas de VSLC.

De plus, l'UPF, opérant dans les communautés d'accueil de personnes réfugiées dans le Nord de l'Ouganda, a bénéficié d'une formation sur le droit des personnes réfugiées et la justice transitionnelle. L'Ouganda, accueillant plus de 1,5 million de personnes réfugiées, est le principal pays d'accueil de personnes réfugiées en Afrique<sup>65</sup>. Cette formation vise à équiper la police pour prévenir la violence sexuelle et les mariages forcés parmi les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil et à assurer l'établissement des responsabilités après le conflit dans le Nord de l'Ouganda.

## Groupes de soutien et de défense des droits dirigés par les victimes/personnes survivantes

Récemment, les acteurs étatiques et non étatiques ont commencé à reconnaître l'importance d'une démarche centrée sur les victimes/personnes survivantes dans la poursuite de la justice et d'établissement des responsabilités envers les victimes/personnes survivantes de la VSLC, leurs familles et leurs amis. Dans le Nord de l'Ouganda, un consensus émerge parmi les différents acteurs sur l'importance des groupes de soutien et d'éducation pour les victimes/personnes survivantes. Les OSC mènent des actions de sensibilisation communautaires sans pour autant inclure directement les victimes/personnes survivantes. Cependant, une amélioration progressive est observée, avec presque tous les acteurs judiciaires adoptant divers types d'initiatives de sensibilisation structurées qui mettent les victimes/personnes survivantes au cœur de leurs actions. L'Initiative Spotlight par la International Justice Mission (IJM) est un exemple illustratif, avec des groupes de personnes survivantes en Ouganda qui jouent dans de courtes pièces de théâtre pour sensibiliser la communauté sur la violence contre les femmes et les enfants<sup>66</sup>.



Par ailleurs, des organisations internationales telles que l'ICTJ ont offert une assistance technique, renforcé les capacités et, dans certains cas, établi des partenariats avec des groupes de victimes dans le Nord de l'Ouganda<sup>67</sup>. En conséquence, les victimes/personnes survivantes de VSLC ont été en mesure de s'engager activement et de se mobiliser autour de divers enjeux de justice transitionnelle, plaidant pour la justice. De la même façon, des organisations nationales, comme le RLP, ont systématiquement cherché à habiliter et à collaborer avec des groupes de victimes, telle que la Burcoro Massacre Survivors Association, en apportant un soutien en matière de réparation physique, de réhabilitation psychologique et de développement de l'autonomie économique. Ainsi, ces démarches favorisent la guérison individuelle et sociale, cruciale après les conflits armés violents dans le Nord de l'Ouganda. Ces innovations contribuent à la création et au développement de plateformes permettant aux victimes d'interagir avec les autorités gouvernementales et d'exprimer leurs besoins et préoccupations.

De ce fait, une prise de conscience et une estime croissantes se manifestent quant à l'impact significatif des groupes de victimes dans la facilitation de la réhabilitation physique et psychosociale post-guerre, considérée comme une démarche vers la justice et l'établissement des responsabilités. Les initiatives visant à collaborer et à travailler avec les groupes de soutien aux victimes/personnes survivantes pour documenter, préserver et partager leurs récits de conflit ont mené à l'établissement de systèmes de soutien social pour la guérison et à la création de plateformes clés pour le plaidoyer. Avec une sensibilisation civique accrue aux droits des victimes et une confiance en elles-mêmes grandissante, la capacité des victimes à exiger des comptes dans leur quête de justice et de réconfort émotionnel s'est nettement améliorée.

En outre, la formation dispensée aux groupes de victimes a facilité l'identification des enjeux d'établissement des responsabilités tout en équipant ses membres de compétences en lobbying et en plaidoyer. De plus, les groupes de victimes reçoivent une formation en dynamique de groupe pour leur permettre de s'engager activement avec les acteurs clés sur les questions d'établissement des responsabilités et de renforcer leurs réseaux de plaidoyer et de soutien à travers le pays. Fortes de ces compétences, les victimes/personnes survivantes de VSLC ont pu adresser des pétitions au gouvernement et réclamer justice et établissement des responsabilités. Un exemple notable est la pétition présentée par les enfants nés du conflit et leurs mères, orchestrée par Gulu Women Economic Development and Globalization (GWED-G), une ONG locale travaillant dans le Nord de l'Ouganda post-conflit<sup>68</sup>.

## Évaluation des besoins de réhabilitation pour les victimes

Historiquement, la pratique humanitaire a souvent attendu que les victimes/personnes survivantes de VSLC se manifestent pour solliciter de l'aide. Bien que les intervenants humanitaires soient incités à prendre en compte les VSLC en contexte d'urgence, l'absence de lignes directrices claires sur la manière de déterminer leur prévalence au sein d'une population spécifique rend difficile la mise en place de systèmes d'orientation et de mécanismes de réponse adaptés pour réduire les dommages subis par les personnes survivantes<sup>69</sup>. Sans un processus d'identification systématique, de nombreuses victimes/personnes survivantes de VSLC restent sans accès à l'assistance disponible, tandis que d'autres reçoivent de l'aide sans révéler la cause réelle de leur traumatisme.

Le RLP a conçu de manière innovante un outil en Ouganda destiné à identifier parmi les personnes réfugiées celles ayant subi des violences sexuelles et recherchant de l'aide. L'analyse de plus de 3 000 personnes réfugiées originaires de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Burundi, et de la Somalie a révélé que près de deux femmes sur trois et un homme sur trois rapportent avoir été victimes de violences sexuelles, soulignant ainsi que ces vécus sont des facteurs déterminants dans leur décision de quitter leur pays d'origine<sup>70</sup>. Une étude récente sur la violence vécue par les personnes

réfugiées sud-soudanaises affectées par le conflit dans le Nord de l'Ouganda, menée par le RLP, a révélé que « plus de la moitié des femmes survivantes (52,8 %) ont été violées par un individu, tandis que 45,4 % ont subi des viols collectifs vaginaux ». 7,4 % des personnes interrogées ont signalé avoir été soumises à des viols tant vaginaux qu'anaux, et 6,5 % à des viols vaginaux à l'aide d'objets. Les viols collectifs oraux et anaux étaient nettement moins fréquents, touchant respectivement 1,9 % et 2,8 % des cas<sup>71</sup>. Le rapport met aussi en avant diverses formes de violences physiques et sexuelles, incluant gifles, coups de pied, coupures, agression à l'arme blanche et étranglements. Le rapport met en lumière de multiples formes de violence sexuelle, allant du témoignage forcé de viols à la nudité contrainte, en passant par la masturbation forcée, les caresses non consenties, le fait d'être utilisé comme un matelas pendant que d'autres subissent des viols sur soi, les dommages génitaux, différentes sortes de viols, l'esclavage sexuel, le mariage et l'engagement forcés, l'implication obligatoire dans des actes sexuellement violents, les grossesses et interruptions forcées, les rapports sexuels pour survivre et la zoophilie contrainte. L'aspect remarquable de cet exercice d'identification réside dans son intégration à un système d'orientation vers la réhabilitation. Dans la plupart des cas où des problèmes ont été repérés lors de l'identification, l'individu était orienté vers une organisation partenaire pour un renvoi ultérieur vers le partenaire opérationnel pertinent dans ce lieu d'accueil. Néanmoins, quand l'urgence du besoin était manifeste et que les installations médicales semblaient incapables d'y répondre (comme dans les cas de prolapsus rectal), les orientations étaient réalisées via des canaux établis que le RLP a développés avec l'Hôpital Lacor à Gulu.

## POSSIBILITÉS DE RÉPARATION DES VSLC DANS LE NORD DE L'OUGANDA

Surgissant du besoin d'une « approche de la justice et de la réparation davantage centrée sur les victimes face à la violence sexuelle »<sup>72</sup> et de la valorisation des démarches centrées sur les victimes dans le Nord de l'Ouganda, les victimes/personnes survivantes de VSLC se mobilisent de façon plus organisée qu'auparavant, en formant des associations ou des groupes de soutien pour les personnes survivantes et les victimes. Les initiatives du Nord de l'Ouganda pourraient être reproduites ou examinées dans d'autres régions d'Afrique et ailleurs dans le monde.

L'Ouganda, en sa qualité de premier pays d'accueil pour les réfugiés en Afrique, où la majorité des personnes réfugiées sont installées dans le nord, offre une occasion unique de tester des mesures de justice provisoire pour les personnes réfugiées survivantes de VSLC, évitant ainsi d'attendre leur retour dans leurs pays d'origine pour initier ces démarches. L'espace de dialogue sur les VSLC à l'égard des femmes et des hommes réfugiés semble s'élargir, contrairement aux expériences vécues par les victimes/personnes survivantes des insurrections dans le Nord de l'Ouganda. La prise de conscience des violences sexuelles subies par les hommes réfugiés se renforce et des forums pour en discuter voient le jour. Alors que l'espace consacré à l'analyse des VSLC chez les anciennes personnes déplacées internes dans le Nord de l'Ouganda semble diminuer.

En outre, la gestion et la représentation des VSLC dans les lieux de mémoire, les musées et autres espaces s'avèrent bénéfiques pour les victimes/personnes survivantes sur leur chemin vers une justice et un établissement des responsabilités sensibles à la dimension de genre, puisque cela semble faciliter la révélation. Cela crée des possibilités de progresser dans le domaine de recherche sur les VSLC, y compris la recherche juridique, médicale et pluridisciplinaire. De plus, le potentiel des expositions itinérantes pour promouvoir une justice de genre transformative dans le Nord de l'Ouganda constitue une opportunité encore inexploitée, notamment pour remettre en question les pratiques culturelles préjudiciables et les normes perpétuant les VSLC.

## OBSTACLES À LA RÉPARATION DES VSLC DANS LE NORD DE L'OUGANDA

L'établissement des responsabilités pénales et les procédures judiciaires s'avèrent extrêmement lentes, entravées par des retards procéduraux liés à des déficits de financement. Le procès de Kwoyelo devant la DCI illustre les multiples défis rencontrés dans la quête de justice et d'établissement des responsabilités en Ouganda. Détenu depuis près de 14 ans, Kwoyelo est la première personne à comparaître devant la DCI. Les retards dans la poursuite judiciaire ont été attribués à plusieurs facteurs, dont le manque de financement, une capacité limitée et des lois d'amnistie controversées qui, à un moment donné, ont été interprétées comme incluant l'amnistie pour des crimes internationaux, tels que les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide<sup>73</sup>. Cette interprétation a été finalement limitée pour exclure les crimes internationaux par la Cour Suprême de l'Ouganda en 2015, statuant que Kwoyelo ne pouvait prétendre à l'amnistie. Cette décision a permis l'ouverture du procès de Kwoyelo par la DCI. Ces entraves ont considérablement prolongé le procès de Kwoyelo, bien au-delà des attentes initiales. Par ailleurs, la distance qui sépare les victimes des procédures judiciaires oblige la DCI à s'appuyer considérablement sur la société civile et les partenaires de développement pour le soutien de ses initiatives de sensibilisation publique, comprenant les formations judiciaires, les échanges et la création de supports juridiques adaptés. Le soutien apporté était crucial pour renforcer son efficacité, comme le démontrent les Règles de procédure et de preuve de la DCI et le Guide judiciaire sur la pratique et la procédure pour le jugement des crimes internationaux dans les tribunaux nationaux<sup>74</sup>.

Bien qu'il poursuive les crimes internationaux à l'échelle nationale, le gouvernement ougandais, malgré son recours à la CPI pour établir les responsabilités des auteurs, n'a fourni aucune preuve que des officiers militaires aient été tenus responsables des crimes commis dans le Nord de l'Ouganda, comme il s'était engagé dans le cadre du principe de complémentarité énoncé dans le Statut de Rome. En outre, le manque d'information et de connaissance sur les VSLC, y compris le financement d'initiatives de défense centrées sur les victimes, représente toujours un obstacle<sup>75</sup>.

Alors qu'Ongwen est le premier à être jugé dans un tribunal international pour mariage forcé en tant que crime distinct de l'esclavage sexuel et d'autres violences sexuelles, avec un verdict rendu en février 2021, une grande partie des victimes/personnes survivantes de VSLC désespèrent de recevoir des réparations, n'étant pas incluse comme victimes dans l'affaire. Toutefois, le gouvernement ougandais n'a pas non plus mis en place de législation adéquate offrant les réparations comme voie alternative de justice pour les nombreuses victimes/personnes survivantes omises par le jugement de la CPI. Même là où la CPI a mis en œuvre des mesures réparatrices temporaires via le Victim Trust Fund, les efforts de réparation de l'État pour les VSLC restent insuffisants.

De surcroît, les OSC, y compris les partenaires de développement actifs dans les domaines de la gouvernance, des droits humains, de la justice et de l'établissement des responsabilités, continuent de subir des représailles de la part du gouvernement. En 2014, le RLP a été fermé pour avoir accueilli la Civil Society Coalition on Human Rights and Constitutional Law et il lui a été ultérieurement interdit de diffuser le documentaire « *They Slept with Me* ». Le Democratic Governance Facility (DGF), un dispositif financé par plusieurs donateurs créé par huit partenaires de développement, dont le Royaume-Uni, les Pays-Bas, et l'Union Européenne<sup>76</sup>, a récemment subi de telles représailles, ses activités ayant été suspendues, puis définitivement arrêtées en décembre 2022<sup>77</sup>. En mai

2023, le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) a également cessé toutes ses opérations et quitté l'Ouganda à la suite du refus du gouvernement de renouveler l'accord autorisant le HCDH à opérer dans le pays<sup>78</sup>. Cela reflète un rétrécissement de l'espace civique et un défi croissant pour la réparation des VSLC dans le Nord de l'Ouganda.

Parmi les défis concrets pour la réparation des VSLC dans le Nord de l'Ouganda figure l'absence de données fiables et validées sur le nombre de victimes de ces violences sexuelles. Une analyse des données du NMPDC révèle une fiabilité et une validité significativement insuffisantes, malgré son potentiel en tant qu'archive documentaire<sup>79</sup>. Il existe un manque de recherches sur les conséquences à long terme des VSLC sur la santé et le bien-être social des personnes survivantes<sup>80</sup>. Par ailleurs, il existe dans de nombreux contextes des présuppositions concernant l'homosexualité, ce qui semble affecter les recherches et le plaidoyer autour de la violence sexuelle contre les hommes. Les victimes/personnes survivantes hésitent aussi à raconter sans cesse leurs vécus, faute d'une réelle volonté politique de reconnaître les dommages liés aux VSLC<sup>81</sup>.

## Enseignements, Réflexions et Recommandations

### ENSEIGNEMENTS ET RÉFLEXIONS

**Parvenir à la justice et garantir l'établissement des responsabilités pour les victimes/personnes survivantes des VSLC constitue un défi majeur, surtout lorsque les gouvernements utilisent les institutions judiciaires pour imposer leur propre conception de la justice des vainqueurs. Bien que « la justice pénale et ses procédures connexes ne disposent pas, intrinsèquement, d'un mandat sociétal large »<sup>82</sup>, elles peuvent néanmoins constituer une base pour encourager des démarches vers une justice et un établissement des responsabilités plus intégraux.**

En 2005, une étude réalisée dans le Nord de l'Ouganda a mis en lumière que la notion de justice après un conflit n'était pas claire pour tout le monde<sup>83</sup>. Une étude plus récente sur les interprétations de la justice dans le cadre du programme Facing Justice, qui s'est tenu de 2009 à 2013, a mis en évidence une absence notable de justice axée sur les victimes et de justice genrée dans les approches dominantes de justice légale, distributive et, dans une moindre mesure, réparatrice<sup>84</sup>. D'un autre côté, les perceptions multiples et hybrides de la justice exprimées par les populations locales vont au-delà des distinctions habituelles entre la justice légale, la justice distributive et la justice réparatrice<sup>85</sup>. Ainsi, il n'est pas étonnant que le procès d'Ongwen à la CPI ait suscité des réactions variées parmi les résidents du Nord de l'Ouganda, y compris parmi les victimes/personnes survivantes. En conséquence, la CPI a dû s'investir sérieusement dans la sensibilisation communautaire pour informer les victimes/personnes survivantes sur les enjeux de justice pénale et d'établissement des responsabilités que la cour vise à promouvoir.

La leçon essentielle est que les notions de justice et d'établissement des responsabilités doivent être précisées par des termes plus spécifiques et peut-être plus localisés, tels que « criminelle », « transitionnelle », « économique » et « sociale ». Cependant, même ainsi, certaines personnes, en particulier celles déplacées ou en exil, peuvent ne pas saisir pleinement la signification de ces termes. La justice sociale, en tant que forme la plus inclusive de justice, doit être poursuivie de manière à garantir aux victimes/personnes survivantes de violences sexuelles en situation de conflit

une « existence paisible et en sécurité, sans crainte »<sup>86</sup>. Avec perspicacité, le défi majeur auquel font face les systèmes de justice transitionnelle est de parvenir à instaurer la justice sociale pour les personnes déplacées, que ce soit sous le statut de personnes déplacées internes ou de personnes réfugiées à l'étranger. Relever ce défi exige l'engagement de nombreux acteurs dans le processus de réparation des VSLC, y compris la recherche et le plaidoyer, en tant que moyens de réaliser justice et établissement des responsabilités, tout en adoptant une perspective sensible à la dimension de genre.

Malgré un financement relativement restreint pour la réparation des VSLC, les critères associés aux financements disponibles imposent des restrictions supplémentaires au travail axé sur les personnes survivantes. Même si les donateurs peuvent contribuer à la réhabilitation médicale et au soutien psychosocial, ils pourraient ne pas être en mesure de couvrir les frais funéraires dans le cas où une victime ou un proche perdrait la vie dans le cadre de leur lutte pour obtenir justice et établissement des responsabilités. De la même façon, la formation des acteurs des médias pour adopter une approche axée sur les personnes survivantes et éliminer les pratiques journalistiques dommageables ne séduit pas forcément certains donateurs<sup>87</sup>.

Sur le terrain, les stratégies juridiques employées dans les cours de justice pénale ont tendance à retraumatiser et à limiter l'implication des victimes dans les procédures criminelles. En conséquence, les victimes/personnes survivantes choisissent souvent de ne pas participer aux procédures, creusant le fossé entre eux et le système judiciaire, comme cela a été observé lors du procès de Kwoyelo devant la Division des Crimes Internationaux (DCI)<sup>88</sup>. La difficulté de gérer les attentes des victimes/personnes survivantes est exacerbée lorsque les procès se déroulent loin de celles-ci, comme ce fut le cas pour le procès d'Ongwen à La Haye. Cependant, il est apparu, dans le cadre du Nord de l'Ouganda, qu'il n'avait jamais été envisagé de retransmettre en direct les audiences de la CPI dans l'ensemble des communautés affectées par la guerre. Ce défi peut être atténué par la collaboration avec des partenaires locaux, tels que les médias et la société civile, pour atteindre toutes les parties affectées et ayant un intérêt dans la quête de justice.

Il est observé que la réalité des violences sexuelles contre les hommes est souvent ignorée, minimisée et négligée localement et reste largement absente des discours généraux sur le conflit dans le Nord de l'Ouganda<sup>89</sup>. En lien, l'ampleur du défi représenté par les enfants nés de la guerre et leurs mères dans le Nord de l'Ouganda est rapportée comme étant accablante, bien que cela soit moins priorisé. Selon le ICTJ, la stigmatisation sociale, le rejet et l'accès limité à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services entravent la réintégration de ces femmes et de leurs enfants dans les communautés<sup>90</sup>. Ces révélations montrent que l'agenda de recherche sur les VSLC est à divers stades de développement et requiert dès lors une plus grande concentration. Il est aussi essentiel d'impliquer les hommes dans la lutte contre les VSLC, étant donné que les initiatives d'émancipation des femmes dans le Nord de l'Ouganda post-conflit ont souvent omis les hommes, qui pourraient être des alliés dans la réparation des VSLC<sup>91</sup>.

## RECOMMANDATIONS

**Avancée de la recherche et du plaidoyer sur les VSLC.** L'emploi de méthodologies de recherche orientées vers l'action, incluant la documentation et le renforcement des victimes/personnes survivantes, peut aider à promouvoir une approche globale de la justice et de l'établissement des responsabilités pour les personnes survivantes des VSLC. L'utilisation de méthodes créatives pour documenter les vécus de VSLC, telles que la réalisation de films, une approche déjà explorée dans le Nord de l'Ouganda, peut faciliter la révélation et encourager l'activisme parmi les personnes survivantes dans d'autres contextes, tels que la République Démocratique du Congo, le Soudan, le Soudan du Sud, le Burundi, la République Centrafricaine, le Mali, et le Niger.

**Modélisation des meilleures pratiques.** Les initiatives de réparation et de prévention des VSLC dans le Nord de l'Ouganda, notamment les groupes de soutien aux victimes/personnes survivantes et les actions



commémoratives, méritent d'être reconnues. Ces approches peuvent être adaptées ou explorées dans d'autres contextes, y compris dans la région des Grands Lacs, dans d'autres pays africains et à travers le monde, où les défis liés aux VSLC sont présents.

**Contre les Réactions Négatives.** Il est essentiel de se préparer à toute forme de réactions négatives de la part des autorités gouvernementales si nos investigations et recherches mettent en lumière des violences sexuelles perpétrées par des organes de l'État. Les leçons apprises des approches de justice transitionnelle dans le Nord de l'Ouganda, notamment l'engagement des plateformes de la société civile, sont cruciales pour promouvoir une conception globale de la justice et de l'établissement des responsabilités dans le cadre des VSLC. Les plateformes d'organisations de la société civile peuvent agir comme un rempart contre l'isolement et la répression des régimes autoritaires.

**Réformes politiques et juridiques.** Pour remédier aux VSLC, il est indispensable de mettre en place un cadre politique et réglementaire plus favorable et incitatif, qui ouvre la voie à une justice complète et globale pour les victimes et personnes survivantes de ces violences. L'Ouganda considère encore le viol principalement comme un crime contre la morale<sup>92</sup>, ce qui minimise la gravité de cet acte. En outre, le viol est décrit comme une offense à l'honneur de la femme, au lieu de le reconnaître comme une grave violation de l'intégrité physique d'une personne, sans distinction de sexe ou de genre. Cette classification est inadéquate et appelle des réformes immédiates pour harmoniser la législation nationale avec les normes internationales<sup>93</sup>.

## Endnotes

- 1 L'insurrection menée par la Lord's Resistance Army (LRA) est le conflit le plus long dans le Nord de l'Ouganda, initié par le groupe rebelle de la LRA depuis 1987. C'est une campagne de guérilla qui continue d'avoir un impact considérable sur la région des Grands Lacs. Actuellement, les activités de la LRA, bien qu'à faible intensité, persistent dans l'est de la République Démocratique du Congo et en République Centrafricaine.
- 2 Compendium des Conflits en Ouganda, 2014, accessible via [https://www.refugeelawproject.org/files/others/Compendium\\_of\\_Conflicts\\_final.pdf](https://www.refugeelawproject.org/files/others/Compendium_of_Conflicts_final.pdf).
- 3 Tim Allen, "Understanding Alice: Uganda's Holy Spirit Movement in Context in Africa: Journal of the International African Institute Vol. 61, No. 3, Diviners, Seers and Prophets in Eastern Africa (1991), pp. 370-399.
- 4 David Lanz 2007, The ICC's Intervention in Northern Uganda: Beyond the Simplicity of Peace vs. Justice. Disponible sur [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/EC66215A0071F156C12573910051D06D-Full\\_Report.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/EC66215A0071F156C12573910051D06D-Full_Report.pdf), consulté le 30/05/2019.
- 5 Consulter l'Accord de paix entre le gouvernement de la République d'Ouganda et le Front National de Sauvetage de l'Ouganda, disponible sur <https://www.peaceagreements.org/masterdocument/649>, consulté le 30 mai 2019.
- 6 Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH ou OCHA - acronyme anglais pour Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), "Uganda Humanitarian Update: "Juillet - Août 2010", 2010.
- 7 David Lanz 2007, The ICC's Intervention in Northern Uganda: Beyond the Simplicity of Peace vs. Justice. Accessible sur [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/EC66215A0071F156C12573910051D06D-Full\\_Report.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/EC66215A0071F156C12573910051D06D-Full_Report.pdf), consulté le 30/05/2019
- 8 Northern Uganda Conflict Analysis Advisory Consortium on Conflict Sensitivity (ACCS), disponible à <https://www.refugeelawproject.org/resources/briefing-notes-and-special-reports/13-conflict-and-tj-special-reports/sprpts-tj-accs/33-accs-northern-uganda-conflict-analysis>, consulté le 15 novembre 2018
- 9 Apuuli, Kasajja Phillip. "Peace over justice: The Acholi religious leaders peace initiative (ARLPI) vs. the International Criminal Court (ICC) in Northern Uganda." *Studies in Ethnicity and Nationalism* 11, no. 1 (2011): pp. 116-129.
- 10 Ssenyonjo, Manisuli. "The International Criminal Court and the Lord's Resistance Army leaders: prosecution or amnesty?" *Netherlands International Law Review* 54, no. 1 (2007): 51-80.
- 11 Note d'orientation du secrétaire général. « Réparations pour les victimes de violences sexuelles commises en période de conflit ». " *New York, June* (2014).
- 12 Sexual, V. "Sexual violence in armed conflict." (2007).
- 13 Woldetsadik, Mahlet A., Grace Acan, and Okwir Isaac Odiya. "The enduring consequences of conflict-related sexual violence: a qualitative study of women survivors in northern Uganda." *Conflict and health* 16, no. 1 (2022): 1-11.
- 14 Ibid
- 15 U.S. Department of State (8 March 2006) 2005 Country Reports on Human Rights Practices: Uganda.
- 16 UNICEF (2007) UNICEF Humanitarian Action Report, 99.
- 17 World Vision Mother Daughter Project and the Agency for Co-operation and Research in Development (24 May 2007) Communiqué: The Impact of the Northern Uganda Conflict on Young Girls.
- 18 Entretien avec une personne responsable d'une Organisation de la Société Civile (OSC) basée dans le nord de l'Ouganda, le 27 juillet 2023.
- 19 Schulz, Philipp. *Male survivors of wartime sexual violence: Perspectives from northern Uganda*. Presses de l'Université de Californie, 2020.
- 20 Lyng Bengtsson, Ida. "Male Victims of Conflict-Related Sexual Violence in Uganda: A case study on conflict-related sexual violence in Uganda and how local organizations treat sexually violated men." (2022).

- 21 Des documentaires et courts métrages tels que « Gender Against Men » (Refugee Law Project, 2011), « They Slept with Me » (Refugee Law Project, 2015b), « Can Police Understand Conflict-Related Sexual Violence Against Men ? » (Refugee Law Project, 2020) et « Men Can Be Raped Too », en collaboration avec MOHRAU (Refugee Law Project, 2015), mettent en lumière divers aspects des violences sexuelles subies par les hommes.
- 22 Refugee Law Project (2015). « They Slept With Me ». Disponible en ligne sur [www.youtube.com](http://www.youtube.com). Disponible à : [https://www.youtube.com/watch?v=xQ2RH8kxCTI&ab\\_channel=RefugeeLawProject](https://www.youtube.com/watch?v=xQ2RH8kxCTI&ab_channel=RefugeeLawProject).
- 23 Marshak, Anastasia, Teddy Atim et Dyan Mazurana. "International humanitarian law violations in northern Uganda: victims' health, policy, and programming implications." *Journal of Public Health Policy* (2023): 1-15.
- 24 Stites, Elizabeth, Dyan Mazurana et Khristopher Carlson. "Movement on the margins: Livelihoods and security in Kitgum District, Northern Uganda." Feinstein International Famine Center, Tufts University (2006).
- 25 Perrin, Nancy, Mendy Marsh, Amber Clough, Amélie Desgroppes, Clément Yope Phanuel, Ali Abdi, Francesco Kaburu et al. "Social norms and beliefs about gender-based violence scale: a measure for use with gender-based violence prevention programs in low-resource and humanitarian settings." *Conflict and health* 13 (2019): 1-12.
- 26 Kalra, Mansi. "How Violence Shaped the Next Generation: Intergenerational Impacts of Abduction in Northern Uganda." (2023).
- 27 Odong, Jackson. "Representing Justice on Radio: A case of Post-war Northern Uganda." (2014).
- 28 Finnström, Sverker. "In and out of culture: Fieldwork in war-torn Uganda." *Critique of Anthropology* 21, no. 3 (2001): 247-258.
- 29 Clarke, Kamari Maxine. *Fictions of justice: The International Criminal Court and the challenge of legal pluralism in Sub-Saharan Africa*. Cambridge University Press, 2009.
- 30 Orentlicher, Diane F. "Settling accounts: the duty to prosecute human rights violations of a prior regime." *Yale Law Journal* (1991): 2537-2615.
- 31 Macdonald, Anna, and Holly Porter. «The Trial of Thomas Kwoyelo: Opportunity or Spectre? Reflections from the Ground on the First LRA Prosecution.» *Africa* 86, no. 4 (2016): 698-722.
- 32 The Independent Magazine, December 6, 2022, "Kwoyelo accuses state of adding fabricated evidence for trial," consulté via le lien : <https://www.independent.co.uk/kwoyelo-accuses-state-of-adding-fabricated-evidence-for-trial/>.
- 33 Human Rights Watch, September 20, 2005, "Uganda: Army and Rebels Commit Atrocities in the North. International Criminal Court Must Investigate Abuses on Both Sides," consulté via le lien : <https://www.hrw.org/news/2005/09/20/uganda-army-and-rebels-commit-atrocities-north>.
- 34 Hintjens, Helen, and Jackson Odong. "Perspectives on Legal Justice and Victim Reparations in the Diasporic African Great Lakes Region." *Transitional Justice and Forced Migration: Critical Perspectives from the Global South: Critical Perspectives from the Global South* (2019): 272.
- 35 Ibid.
- 36 Jackline Atingo LSE blog published on February 17, 2021 "Watching the ICC Judgement of LRA commander Dominic Ongwen with Ugandan victims of enforced marriage," consulté via le lien : <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2021/02/17/watching-icc-judgement-lra-commander-dominic-ongwen-uganda-victims-rape-marriage/>.
- 37 ASF blog published December 7, 2016 "Opening of Ongwen's trial before the ICC: making justice accessible to victims in Uganda," consulté via le lien : <https://asf.be/opening-of-ongwens-trial-before-the-icc-making-justice-accessible-to-victims-in-uganda/>.
- 38 Hintjens, Helen et Jackson Odong. "Perspectives on Legal Justice and Victim Reparations in the Diasporic African Great Lakes Region." *Transitional Justice and Forced Migration: Critical Perspectives from the Global South: Critical Perspectives from the Global South* (2019): 272.
- 39 Site de la CPI, « Affaire Ongwen » Le Procureur c. Dominic Ongwen, ICC-02/04-01/15, consulté via le lien : <https://www.icc-cpi.int/uganda/ongwen>.
- 40 Macdonald, Anna, and Holly Porter. «The trial of Thomas Kwoyelo: opportunity or spectre? Reflections from the ground on the first LRA prosecution.» *Africa* 86, no. 4 (2016): 698-722.
- 41 Ibid.
- 42 The Independent Magazine, 6 décembre 2022, "Kwoyelo accuses state of adding fabricated evidence for trial," consulté via le lien : <https://www.independent.co.uk/kwoyelo-accuses-state-of-adding-fabricated-evidence-for-trial/>.
- 43 Monitor Newspaper, 27 avril 2023, "I did not question Kwoyelo, police officer tells court," consulté via le lien : <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/i-did-not-question-kwoyelo-police-officer-tells-court-4214688>
- 44 Refugee Law Project (RLP) web portal, "The National Memory and Peace Documentation Centre (NMPDC)," consulté via le lien : [https://refugeelawproject.org/index.php?option=com\\_sppagebuilder&view=page&id=34](https://refugeelawproject.org/index.php?option=com_sppagebuilder&view=page&id=34)
- 45 Martens, Marieke. "Memorialisation discourses in northern Uganda; A study on motivations, ambitions and expectations of memorialisation." (2021).
- 46 The Independent Magazine, 10 décembre 2019 "Former LRA abductees use stories to seek justice for women," consulté via le lien : <https://www.independent.co.uk/former-lra-abductees-use-stories-to-seek-justice-for-women/>
- 47 Martens, Marieke. "Memorialisation discourses in northern Uganda; A study on motivations, ambitions and expectations of memorialisation." (2021).
- 48 Monitor Newspaper, 1er février 2014, "NRA atrocities: The case of Burcoro," consulté via le lien : <https://www.monitor.co.ug/Magazines/PeoplePower/NRA-atrocities-The-case-of-Burcoro/-/689844/2168944/-/ym93wkz/-/index.html>
- 49 JRP Field Note XVII, July 2013. "The Beasts at Burcoro, Recounting Atrocities by the NRA's 22nd Battalion in Burcoro Village in April 1991," consulté via le lien : [https://justiceandreconciliation.com/wp-content/uploads/2013/07/Burcoro-Final\\_SM-2013-07-25.pdf](https://justiceandreconciliation.com/wp-content/uploads/2013/07/Burcoro-Final_SM-2013-07-25.pdf)
- 50 Monitor Newspaper, 1er février 2014, "NRA atrocities: The case of Burcoro," consulté via le lien : <https://www.monitor.co.ug/Magazines/PeoplePower/NRA-atrocities-The-case-of-Burcoro/-/689844/2168944/-/ym93wkz/-/index.html>
- 51 Ibid.
- 52 En 2014, lors des célébrations du 28e anniversaire du Mouvement de Résistance National au pouvoir dans le district de Mayuge, le président de l'Ouganda s'est engagé à punir les membres de son armée responsables des tueries dans le Nord de l'Ouganda.
- 53 NMPDC Online portal, consulté via le lien : <https://www.nmpdc-kitgum.org/listing/burcoro-nra-massacreapril-1991/>.
- 54 Blackmore, Kara. "Symbols of suffering and silence memorialisation in Uganda and beyond." PhD diss., London School of Economics and Political Science, 2020.
- 55 Refugee Law Project, November 2013, "Burchoro Memories: Remembering the Victims of Burchoro Massacre," consulté via le lien : <https://www.youtube.com/watch?v=oMHxyO4qsjw>.
- 56 Ibid.
- 57 Refugee Law Project, May 21, 2012, « Gender Against Men », consulté via le lien : <https://www.youtube.com/watch?v=mJSl99HQYXc&t=13s>.
- 58 Refugee Law Project, 30 mars 2015, « They Slept With Me », disponible à <https://www.youtube.com/watch?v=xQ2RH8kxCTI>.
- 59 Refugee Law Project, April 28, 2020, "Can Police understand conflict related sexual violence against men (Police Instructors Training)," consulté via le lien : [https://refugeelawproject.org/index.php?option=com\\_yendifvideoshare&view=video&id=124:can-police-understand-conflict-related-sexual-violence-against-men-police-instructors-training](https://refugeelawproject.org/index.php?option=com_yendifvideoshare&view=video&id=124:can-police-understand-conflict-related-sexual-violence-against-men-police-instructors-training).
- 60 Refugee Law Project, 28 avril 2020, : Men Can Be Raped Too," consulté via le lien : [https://refugeelawproject.org/index.php?option=com\\_yendifvideoshare&view=video&id=106:men-can-be-raped-too](https://refugeelawproject.org/index.php?option=com_yendifvideoshare&view=video&id=106:men-can-be-raped-too).
- 61 International Center for Transitional Justice (ICTJ), January 02, 2017, "I Am Not Who They Think I Am: New ICTJ and Media Storm Film Confronts Stigma Facing Children Born of War," consulté via le lien : <https://www.ictj.org/news/not-who-they-think-i-am-stigma-uganda>.
- 62 Ibid.

- 63 Ribeiro, Sara Ferro, and Danaé Van der Straten-Ponthoz. International protocol on the documentation and investigation of sexual violence in conflict: Best practice on the documentation of sexual violence as a crime or violation of international law. Foreign & Commonwealth Office, 2017.
- 64 Refugee Law Project, 2017, "UGABAG XXII training on PSVI Protocol," consulté via le lien : [https://www.refugeelawproject.org/index.php?option=com\\_yendifvideo-share&view=video&id=111:ugabag-xxii-training-on-psvi-protocol](https://www.refugeelawproject.org/index.php?option=com_yendifvideo-share&view=video&id=111:ugabag-xxii-training-on-psvi-protocol).
- 65 Site IGAD, 16 juin 2023, "Durable Solutions for Refugees in the East and Horn of Africa," consulté via le lien : <https://igad.int/kampalarefugeeconference/>.
- 66 IJM blog post, "Survivors of Violence in Uganda Are Increasing Awareness Through Skits," consulté via le lien : <https://www.ijm.org/news/survivors-of-violence-in-uganda-are-increasing-awareness-through-skits>.
- 67 International Center for Transitional Justice (ICTJ) site web, consulté via le lien : <https://www.ictj.org/fr/donde-trabajamos/uganda>
- 68 GWED-G, Gulu Women Economic Development and Globalisation web portal, consulté via le lien : <https://gwed-g.org/>
- 69 Inter-Agency Standing Committee's 2015 Guidelines for Integrating GBV Interventions in Humanitarian Action. [https://gbvguidelines.org/wp/wp-content/uploads/2015/09/2015-IASC-Gender-based-Violence-Guidelines\\_lo-res.pdf](https://gbvguidelines.org/wp/wp-content/uploads/2015/09/2015-IASC-Gender-based-Violence-Guidelines_lo-res.pdf).
- 70 Document de travail RLP n° 25, rédigé par Chris Dolan "HIDDEN REALITIES." [https://www.refugeelawproject.org/files/working\\_papers/RLP\\_WP25.pdf](https://www.refugeelawproject.org/files/working_papers/RLP_WP25.pdf).
- 71 Ibid.
- 72 Schulz, Philipp, and Anne-Kathrin Kref. "Accountability for conflict-related sexual violence." In Oxford Research Encyclopedia of International Studies. 2022.
- 73 Blog ASF publié le 25 avril 2023 "Thomas Kwoyelo trial: Prosecution moves close to wind-up presenting its witness," consulté via le lien : <https://asf.be/thomas-kwoyelo-trial-prosecution-moves-close-to-wind-up-presenting-its-witness/>
- 74 PML Daily July 20, 2023 "Judicial Bench Book launched to guide handling of international crimes in Uganda," consulté via le lien : <https://www.pmldaily.com/news/2023/07/judicial-bench-book-launched-to-guide-handling-of-international-crimes-in-uganda.html>
- 75 Entretien avec une personne représentant une Organisation de la Société Civile (OSC) basée dans le Nord de l'Ouganda, le 27 juillet 2023
- 76 The Independent Magazine, June 27, 2022 "Museveni gives DGF five months," consulté via le lien : <https://www.independent.co.ug/museveni-gives-dgf-five-months/>.
- 77 European Union Blog May 30, 2023 "DGF celebrates 12 years of achievement at its final event in Kampala," consulté via le lien : <https://www.eeas.europa.eu/delegations/uganda/dgf-celebrates-12-years-achievement-its-final-event-kampala-en>.
- 78 The New Vision Newspaper, 30 mai 2023, "UN Human Rights Office exits Uganda," consulté via le lien : <https://www.newvision.co.ug/category/news/un-human-rights-office-exits-uganda-161557>.
- 79 Stupart, Richard. "Recording the War." Thèse pour : Masters in Public Policy (Conflict Studies).
- 80 Woldetsadik, Mahlet A., Grace Acan, and Okwir Isaac Odiya. "The enduring consequences of conflict-related sexual violence: a qualitative study of women survivors in northern Uganda." Conflict and health 16, no. 1 (2022): 1–11.
- 81 Blackmore, Kara. "Symbols of suffering and silence memorialisation in Uganda and beyond." PhD diss., London School of Economics and Political Science, 2020.
- 82 Hintjens, Helen, and Jackson Odong. "Perspectives on Legal Justice and Victim Reparations in the Diasporic African Great Lakes Region." Transitional Justice and Forced Migration: Critical Perspectives from the Global South: Critical Perspectives from the Global South (2019): 272.
- 83 Pham, Phuong, Patrick Vinck, et Eric Stover. "Forgotten voices: A population-based survey of attitudes about peace and justice in northern Uganda." Disponible sur SSRN 1448371 (2005).
- 84 Odong, Jackson. "Justice on the Radio? An Assessment of Justice Frames in 'Facing Justice', an NGO-supported Radio Programme." Challenging Social Exclusion (2015): 62.
- 85 Ibid
- 86 Pham, Phuong, Patrick Vinck, et Eric Stover. "Forgotten voices: A population-based survey of attitudes about peace and justice in northern Uganda." Disponible sur SSRN 1448371 (2005).
- 87 Sherizaan Minwalla and Johanna E. Foster, Silence and Omissions: A Media Guide for Covering Gender-Based Violence. Center for Global Women's Leadership, 2021, consulté via le lien : <https://gbvjournals.org/book/survivor-centered-approach>
- 88 Entretien avec une personne spécialiste en justice transitionnelle sur le Nord de l'Ouganda, le 26 juillet 2023
- 89 Schulz, Philipp. Male survivors of wartime sexual violence: Perspectives from northern Uganda. University of California Press, 2020.
- 90 International Center for Transitional Justice (ICTJ) web portal, consulté via le lien : <https://www.ictj.org/donde-trabajamos/uganda>.
- 91 Entretien avec une personne représentant une Organisation de la Société Civile (OSC) basée dans le Nord de l'Ouganda, le 27 juillet 2023.
- 92 Sec 123 of the Penal Code Act Cap 120, Part XIV "Offences against morality."
- 93 FIDA Uganda Report 2020, "Study on accountability and redress for victims of sexual violence in conflict in Uganda," consulté via le lien : <https://fidauganda.org/wp-content/uploads/2020/07/STUDY-ON-ACCOUNTABILITY-AND-REDRESS-FOR-VICTIMS-OF-SEXUAL-VIOLENCE-IN-CONFLICT-IN-UGANDA-compressed.pdf>.



**GIJTR**

Global Initiative for Justice  
Truth & Reconciliation